



Le 2 mars 2023

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
VENDREDI 24 FEVRIER 2023**

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire le vendredi 24 février 2023 à 18 h 30, sous la Présidence d'Éric PEYRON, Maire.

Le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **28 (suite à la démission volontaire de M. Arnaud PEGON en date du 2/01/2023 et devenue effective le 8/02/2023)** sur lesquels il y avait **25** membres présents au maximum sur la séance, à savoir :

PEYRON Eric - PRALAS Serge - VIGOGNE Ambre - GODOT Robert - GENESTE Jacky - FADHLOUN BARBOURA Itidal (1) - PLOTTON Françoise - BEN TAÏEB Karim - BERNARD Valérie - DIAT Marie-Thérèse - DION Maurice - BARROSO Martine - CHELBI Habib - SAUNIER Marlène - SECCO Patricia - VILLARD Xavier (2) - MAHMOUDI Nassera - GAYA Patrick (3) - DIALLO Daouda (4) - LACOTE Clément - BARRIQUAND Bruno - CATHELAND Gérard - ABDELMOUMEN Mohammed - MICHAUD Pascal - SAUNIER Michel

- (1) Itidal FADHLOUN BARBOURA** arrivée à 18 h 45 pour le point n° 2
- (2) Xavier VILLARD** arrivé à 19 h pour le point n° 4
- (3) Patrick GAYA** parti à 19 h 30 lors du point n° 6
- (4) Daouda DIALLO** arrivé à 18 h 40 pour le point n° 2

Absents excusés avec pouvoir : **ROUCHON Marie-Laure - GAYA Patrick** (à partir du point n° 6)

Absents sans pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge - VIEILLY Charlotte**

Secrétaire élu pour la durée de la séance : **Michel SAUNIER**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

| NOMS DES MANDANTS | NOMS DES MANDATAIRES |
|----------------------------|-----------------------|
| GAYA Patrick | MICHAUD Pascal |
| ROUCHON Marie-Laure | LACOTE Clément |

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 14 décembre 2022. Il est adopté à l'unanimité, sans observation particulière.

ADMINISTRATION GENERALE

1. INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL SUITE A UNE DEMISSION VOLONTAIRE (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par courrier en date du 23 janvier 2023, Madame Nathalie FORESTIER a présenté sa démission de son mandat de conseillère municipale.

Conformément à l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux démissions volontaires, « *la démission est définitive dès sa réception par le Maire* », soit le 25 janvier 2023 pour ce qui concerne la démission volontaire de Madame Nathalie FORESTIER.

Outre l'information à la Sous-Préfecture de ROANNE (obligatoire au titre de l'article précité du Code Général des Collectivités Territoriales), les démarches ont été engagées pour la remplacer, conformément à l'article L 270 du Code Electoral relatif au remplacement des conseillers municipaux démissionnaires.

Ainsi, Madame Nicole LIGOUT a été sollicitée en sa qualité de suivante (en 28^{ème} position) sur la liste « Construisons ensemble le Mably de demain » ; mais elle a refusé d'intégrer le Conseil Municipal.

Il a donc ensuite été fait appel au candidat suivant (en 29^{ème} position) sur la liste : Monsieur Michel SAUNIER. Ce dernier a accepté de siéger au sein du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** de l'installation dans sa fonction de conseiller municipal de Monsieur Michel SAUNIER, domicilié à MABLY, 5 rue Elsa Triolet, né le 19 décembre 1957
- Par conséquent, **MET A JOUR** le tableau du Conseil Municipal.

Suite à son installation, M. SAUNIER se dit content d'intégrer le Conseil Municipal et précise être à l'écoute. M. le Maire le remercie.

2. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 14 DECEMBRE 2022 EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjoints en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 14 décembre 2022, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-100

FOURNITURE ET LIVRAISON DE PRODUITS DESTINES A LA FERTILISATION
DES TERRAINS DE SPORTS COMMUNAUX - APPROBATION MARCHE AVEC NATURA'LIS
SAS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-101

BALAYAGE ET NETTOYAGE DES VOIRIES ET ESPACES PUBLICS DE LA
VILLE DE MABLY - APPROBATION MARCHÉ AVEC SARP OSIS SUD EST

DECISION MUNICIPALE N° 2022-106

PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIVERS BATIMENTS SUR LA
COMMUNE DE MABLY
APPROBATION MARCHÉ ALLOTI AVEC LES ENTREPRISES RETENUES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-107

ACQUISITION ET LIVRAISON DE FOURNITURES DE BUREAU ET SCOLAIRES
APPROBATION MARCHES POUR LES LOTS N° 2 FOURNITURES DE BUREAU (HORS
ECOLES) ET N° 3 FOURNITURE DE MATERIELS SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES AVEC
DEVELAY SAS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-108

GROUPE SCOLAIRE DES TUILERIES - ANIMATIONS JEUX DE SOCIETES, JEUX DE
CONSTRUCTION AVEC LE COMITE ROANNAIS DE VACANCES « TRESOR
DE JEUX »

DECISION MUNICIPALE N° 2022-109

LOT 1 ASSURANCE « DOMMAGES AUX BIENS » - APPROBATION CONTRAT D'ASSURANCE
COMPLEMENTAIRE AU MARCHÉ AVEC GROUPAMA (extension garantie pour une exposition)

DECISION MUNICIPALE N° 2022-110

MARCHÉ ASSURANCES LOT 2 RESPONSABILITE CIVILE
APPROBATION AVENANT N° 1 AVEC PNAS SARL

DECISION MUNICIPALE N° 2022-111

LOGICIEL OXALIS - APPROBATION CONTRAT DE MAINTENANCE
AVEC LA SOCIETE OPERIS (**Décision annulée le 27/12/2022**)

DECISION MUNICIPALE N° 2022- 113

CONTRAT D'ABONNEMENT AUTODESK POUR L'ACCES AU LOGICIEL AUTOCAD
APPROBATION NOUVEAU CONTRAT AVEC GEOMEDIA SAS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-114

MAINTENANCE PROGICIELS SIECLE/SIECLE COMEDDEC/SIECLE IMAGE/ SIECLE
WDC/SIECLE-HUBEE/AVENIR/AVENIR-HubEE
APPROBATION NOUVEAU CONTRAT AVEC LA SOCIETE LOGITUD SOLUTIONS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-116

PRISE EN CHARGE D'UNE NUIT D'HOTEL DANS LE CADRE D'UNE SITUATION DE
RELOGEMENT D'URGENCE SUITE A UN SINISTRE INCENDIE

DECISION MUNICIPALE N° 2022-118

LOGICIEL OXALIS - APPROBATION CONTRAT DE MAINTENANCE
AVEC LA SOCIETE OPERIS (**Décision annulée le 20/01/2023**)

DECISION MUNICIPALE N° 2022-119

PRESTATION DE SOUTIEN INDIVIDUEL ET COLLECTIF AVEC LA SOCIETE ROANNE-
ORIENTATION-CONSEIL

DECISION MUNICIPALE N° 2022-120

PRESTATION DE CONSEIL JURIDIQUE PAR LE CABINET D'AVOCATS
ANTHEIA CONSEIL

DECISION MUNICIPALE N° 2022-121

PRESTATIONS DE CONSEILS JURIDIQUES
APPROBATION DU MARCHE AVEC LA SELARL BLT DROIT PUBLIC

DECISION MUNICIPALE N° 2022-122

REPRESENTATION EN JUSTICE DEVANT TOUTE JURIDICTION ET CONSEILS JURIDIQUES
EN VUE DE LA PREPARATION DE TOUTE PROCEDURE
APPROBATION DU MARCHE AVEC LA SELARL BLT DROIT PUBLIC

DECISION MUNICIPALE N° 2023-1

LOGICIEL OXALIS - APPROBATION CONTRAT DE MAINTENANCE
AVEC LA SOCIETE OPERIS

DECISION MUNICIPALE N° 2023-6

SECURITE INCENDIE SALLE PIERRE HENON - APPROBATION CONTRAT
DE MAINTENANCE AVEC CEGELEC ROANNE TERTIAIRE

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-103

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° V9/2022-19

DECISION MUNICIPALE N° 2022-104

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 15 ANNEES AU CIMETIERE
DE MABLY N° EB19/2022-20

DECISION MUNICIPALE N° 2022-105

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU CIMETIERE
DE MABLY N° EB25/2022-21

DECISION MUNICIPALE 2022-112

LOCATION PRECAIRE ET REVOCABLE TERRAINS COMMUNAUX ZONE
DU PIN A MONSIEUR DANIERE Denis (AGRICULTEUR) - ANNEE 2022

DECISION MUNICIPALE N° 2022-115

CONCESSION NOUVELLE DE 50 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° V1/2022-23

DECISION MUNICIPALE N° 2022-117

CONCESSION NOUVELLE DE 50 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° V1/2022-23

DECISION MUNICIPALE N° 2023-3

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU CIMETIERE
DE MABLY N° O25/2023-1

DECISION MUNICIPALE N° 2023-7

ASSURANCE - ACCEPTATION INDEMNITE VERSEE PAR PACIFICA
POUR DES DEGATS OCCASIONNES SUR UN LAMPADAIRE A L'ANGLE
DE LA RUE P. NERUDA ET AVENUE C. DE GAULLE

DEMANDES DE SUBVENTIONS

DECISION MUNICIPALE N° 2023-2

TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN RALENTISSEUR AU DROIT DU CFA DU ROANNAIS
ROUTE DE BRIENNON - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE
DES AMENDES DE POLICE PROGRAMME 2023 AUPRES DU DEPARTEMENT
DE LA LOIRE

DECISION MUNICIPALE N° 2023-4

TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DE BATIMENTS COMMUNAUX - DEMANDE DE
SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL
(DSIL) 2023 RENOVATION ENERGETIQUE

DECISION MUNICIPALE N° 2023-5

TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE RUE F. MITTERRAND
ET ALLEE DE LA PALESTINE - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA
DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2023 DEVELOPPEMENT
D'INFRASTRUCTURES EN FAVEUR DE LA MOBILITE

Concernant la décision n° 119, M. LACOTE souhaite connaître les raisons qui expliquent l'intervention du cabinet Roanne Orientation Conseil.

[Arrivée de M. DIALLO à 18 h 40]

M. PRALAS explique que l'équipe du service Urbanisme a eu en effet besoin d'un accompagnement externe en facilitation professionnelle sur proposition de la Directrice Générale des Services et de la Responsable des Ressources Humaines.

Concernant la décision n° 112, M. BARRIQUAND souhaite savoir ce qui est prévu dans le contrat de location précaire avec l'agriculteur concernant l'entretien des haies et des arbres car il est important de ne pas tailler trop court pour permettre le maintien et le développement de la biodiversité.

MM. PRALAS et GENESTE ne sont pas sûrs que de telles informations soient précisées dans le contrat de location.

M. le Maire ajoute que si ce n'est pas le cas, il conviendra d'intégrer la préservation du patrimoine arboré pour les futurs contrats de location.

Concernant la décision n° 5 relative à la création d'une piste cyclable Rue F. MITTERRAND et Allée de la Palestine, M. BARRIQUAND souhaite en savoir plus. M. GODOT lui précise que ce projet est en lien avec le plan vélo de Roannais Agglomération. M. MICHAUD ajoute que l'idée est de relier la voie cyclable de la Rue P. NERUDA à celle de l'Arsenal, sans changement a priori touchant l'Allée de la Palestine. Pour conclure, M. le Maire précise que la décision objet du débat concerne une demande de subvention pour ce projet, qui n'est donc pas encore définitivement ficelé à ce jour.

[Arrivée de Mme FADHLOUN BARBOURA à 18 h 45]

Enfin, M. BARRIQUAND note que les marchés attribués pour l'entretien des bâtiments le sont beaucoup à des entreprises lyonnaises, il le regrette. En réponse, M. le Maire explique que cela fait suite à une procédure de publicité et mise en concurrence qui repose sur une réglementation interdisant la préférence locale. Pour illustrer, M. BARRIQUAND prend l'exemple de l'entretien du COSEC, confié à une entreprise de Brignais, ce à quoi M. le Maire rétorque que l'entreprise en question possède une antenne locale. M. CATHELAND souhaite alors connaître l'adresse du personnel qui réalise l'entretien. M. GAYA lui répond qu'il s'agit d'une information confidentielle qui ne peut pas être divulguée. M. CATHELAND en conclut donc rapidement que le personnel se déplace bien depuis la région lyonnaise, ce qu'il déplore vivement, notamment au vu de la problématique du réchauffement climatique. M. GAYA ré intervient dans l'échange en demandant à l'opposition de faire des

propositions concrètes au lieu d'être dans une opposition frontale ; il insiste également sur le nécessaire respect des règles de la commande publique. Pour conclure, M. le Maire affirme que la collectivité sera attentive en cas d'évolution/d'assouplissement de la réglementation à ce sujet.

Le Conseil Municipal PREND ACTE de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

3. MODIFICATION COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES ET INSTANCES DE TRAVAIL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération du 8 juillet 2020, modifiée par les délibérations des 25 septembre 2020, 6 novembre 2020, 26 mars 2021, 2 juillet 2021, 15 décembre 2021, 27 septembre 2022, 8 novembre 2022 et 14 décembre 2022, le Conseil Municipal a procédé à la constitution et à la mise à jour des commissions municipales permanentes chargées d'étudier les questions soumises au Conseil, conformément à l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

| COMMISSION | PRESIDENCE VICE- PRESIDENCE | MEMBRES |
|--|---|---|
| Commission Ressources (Finances - Ressources Humaines) | <u>E. PEYRON</u> (Maire) | Karim BEN TAÏEB - Daouda DIALLO - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Bruno BARRIQUAND |
| Commission Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire | <u>S. PRALAS</u> (1er Adjoint) | Karim BEN TAÏEB - Habib CHELBI - Daouda DIALLO - Marie-Thérèse DIAT - Maurice DION - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Marie Laure ROUCHON - Bruno BARRIQUAND - Pascal MICHAUD |
| Commission Education - Restauration scolaire | <u>A. VIGOGNE</u> (2ème Adjointe) | Martine BARROSO - Daouda DIALLO - Itidal FADHLOUN - BARBOURA - Françoise PLOTTON - Patricia SECCO - Charlotte VIEILLY - Nassera MAHMOUDI |
| Commission Voirie - Patrimoine - Sécurité ERP - Accessibilité - Développement économique | <u>R. GODOT</u> (3ème Adjoint) | Martine BARROSO - Patrick GAYA - Jacky GENESTE - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Xavier VILLARD - Clément LACOTE - Gérard CATHELAND |
| Commission Cohésion sociale Enfance Jeunesse - Solidarité Lutte contre les discriminations - CCAS | <u>L. FADHLOUN BARBOURA</u> (4ème Adjointe) | Martine BARROSO - Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Marlène SAUNIER - Serge LAVIGNOTTE - Arnaud PEGON - Nassera MAHMOUDI - Charlotte VIEILLY |

| | | |
|--|--|---|
| Commission Développement Durable - Agenda 2030 - Agriculture - Tourisme | <u>J. GENESTE</u> (5ème Adjoint) | Valérie BERNARD - Maurice DION - Itidal FADHLOUN BARBOURA - Arnaud PEGON - Serge PRALAS - Marlène SAUNIER - Nassera MAHMOUDI - Gérard CATHELAND |
| Commission Développement culturel - Relations Internationales - Communication | <u>F. PLOTTON</u> (6ème Adjointe) | Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Patrick GAYA - Robert GODOT - Patricia SECCO - Xavier VILLARD - Clément LACOTE |
| Commission Développement de la vie et des relations associatives | <u>K. BEN TAÏEB</u> (7ème Adjoint) | Habib CHELBI - Robert GODOT - Serge PRALAS - Patricia SECCO - Valérie BERNARD - Nassera MAHMOUDI |
| Commission Démocratie Participative - Formation des Elus | <u>V. BERNARD</u> (8ème Adjointe) | Karim BEN TAÏEB - Jacky GENESTE - Xavier VILLARD - Ambre VIGOGNE |

GROUPES DE TRAVAIL

| | | |
|---|---|---|
| Groupe de travail Médiation Prévention - Sécurité Publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO) | <u>H. CHELBI</u> (Conseiller Municipal Délégué) | Martine BARROSO - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Arnaud PEGON - Xavier VILLARD - Itidal FADHLOUN BARBOURA - Marie-Thérèse DIAT - Bruno BARRIQUAND |
| Groupe de travail Développement des politiques gérontologiques et de santé | <u>M. SAUNIER</u> (Conseillère Municipale Déléguée) | Nathalie FORESTIER - Patricia SECCO - Itidal FADHLOUN BARBOURA - Marie-Thérèse DIAT - Nassera MAHMOUDI - Martine BARROSO |
| Groupe de travail Ressources Humaines | <u>D. DIALLO</u> (Conseiller Municipal Délégué) | Karim BEN TAÏEB - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Valérie BERNARD |

Or, depuis le 25 janvier 2023, la démission de Mme Nathalie FORESTIER de son mandat de conseillère municipale est effective et définitive. Donc, il convient de mettre à jour la composition des commissions municipales permanentes et instances de travail en la supprimant des instances dont elle était membre, à savoir :

- la commission Cohésion sociale Enfance Jeunesse - Solidarité Lutte contre les discriminations - CCAS
- la commission Développement culturel - Relations Internationales - Communication
- le groupe de travail Développement des politiques gérontologiques et de santé

De plus, depuis le 8 février 2023, la démission de M. Arnaud PEGON de son mandat de conseiller municipal est effective et définitive. Donc, il convient également de mettre à jour la composition des commissions municipales permanentes et instances de travail en le supprimant des instances dont il était membre, à savoir :

- la commission Cohésion sociale Enfance Jeunesse - Solidarité Lutte contre les discriminations - CCAS
- la commission Développement Durable - Agenda 2030 - Agriculture - Tourisme
- le groupe de travail Médiation Prévention - Sécurité Publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO)

M. BARRIQUAND souhaite savoir si le courrier de démission de M. PEGON donnait des motifs précis pour cette démission, ce à quoi il lui est répondu par l'affirmative.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la liste des membres à jour de la commission Cohésion sociale Enfance Jeunesse - Solidarité Lutte contre les discriminations - CCAS comme suit : Martine BARROSO - Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Marlène SAUNIER - Serge LAVIGNOTTE - Nassera MAHMOUDI - Charlotte VIEILLY
 - **APPROUVE** la liste des membres à jour de la commission Développement Durable - Agenda 2030 - Agriculture - Tourisme comme suit : Valérie BERNARD - Maurice DION - Itidal FADHLOUN BARBOURA - Serge PRALAS - Marlène SAUNIER - Nassera MAHMOUDI - Gérard CATHELAND
 - **APPROUVE** la liste des membres à jour de la commission Développement culturel - Relations Internationales - Communication comme suit : Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Patrick GAYA - Robert GODOT - Patricia SECCO - Xavier VILLARD - Clément LACOTE
 - **APPROUVE** la liste des membres à jour du groupe de travail Médiation Prévention - Sécurité Publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO) comme suit : Martine BARROSO - Jacky GENESTE Robert GODOT - Xavier VILLARD - Itidal FADHLOUN BARBOURA - Marie-Thérèse DIAT - Bruno BARRIQUAND
 - **APPROUVE** la liste des membres à jour du groupe de travail Développement des politiques gérontologiques et de santé comme suit : Patricia SECCO - Itidal FADHLOUN BARBOURA - Marie-Thérèse DIAT - Nassera MAHMOUDI - Martine BARROSO
4. CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE - NOUVELLE ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL APPELES A SIEGER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
(Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération du 8 juillet 2020, modifiée par délibération du 8 novembre 2022, le Conseil Municipal a procédé à la constitution du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, conformément aux articles R 123-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles, comme suit :

| | | |
|---|---|--|
| <p align="center">CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS</p> | <p align="center">PRESIDENT : E. PEYRON</p> <p align="center">VICE- PRESIDENTE : I. FADHLOUN BARBOURA</p> | <p align="center">MEMBRES</p> <p align="center">Marlène SAUNIER - Serge PRALAS - Martine BARROSO - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Patricia SECCO</p> |
|---|---|--|

Le collège des élus comprend donc 7 membres, élus en son sein par le Conseil Municipal, auxquels il convient d'ajouter le Maire, qui préside le Conseil d'Administration du CCAS.

Considérant la démission volontaire de Mme Nathalie FORESTIER de son mandat de conseillère municipale par courrier en date du 23 janvier 2023,

Considérant que cette démission est devenue effective et définitive le 25 janvier 2023, date à laquelle le Maire a reçu ledit courrier,

Ainsi, il convient de procéder à une nouvelle élection des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration du CCAS car, depuis le 25 janvier 2023, 1 siège est vacant et à pourvoir,

Or, les démarches ont été immédiatement mises en œuvre pour remplacer cette élue démissionnaire, conformément aux dispositions du Code Electoral, et ces démarches ont abouti à l'installation à la présente séance du 24 février 2023 de M. Michel SAUNIER dans sa fonction de conseiller municipal,

Vu l'article R 123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles selon lequel *« Le ou les sièges laissés vacants par un ou des conseillers municipaux, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus dans l'ordre de la liste à laquelle appartiennent le ou les intéressés »*,

Considérant qu'aucun élu ne figure à la suite de la liste puisque la liste élue en juillet 2020 comportait 7 membres élus, soit exactement le nombre de sièges à pourvoir pour ce collège, conformément à la délibération du 8 juillet 2020 précitée,

Il est par conséquent nécessaire de procéder à une nouvelle élection des représentants du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration du CCAS, tel que le prévoit l'article R 123-9 dernier alinéa du Code de l'Action Sociale et des Familles selon lequel *« Dans l'hypothèse où il ne reste aucun candidat sur aucune des listes, il est procédé dans le délai de 2 mois au renouvellement de l'ensemble des administrateurs élus (...) »*.

Les modalités de cette élection sont prévues par l'article R 123-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui dispose *« Les membres élus en son sein par le conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.*

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète. Dans cette hypothèse, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui reviennent à celle-ci, le ou les sièges non pourvus le sont par les autres listes.

Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste.

Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats ».

Aussi, l'assemblée délibérante décide de procéder au vote pour ce scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste en vue de l'élection des 7 représentants du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration du CCAS.

DEPOUILLEMENT

Elus participant au dépouillement :

Secrétaire : M. GENESTE

2 assesseurs : MM. LACOTE et DIALLO

[Arrivée de M. VILLARD à 19 h]

Sièges à pourvoir : 7 (conformément à la délibération du 8 juillet 2020 susvisée)

Nombre de listes : 1

Nombre de votants : 26

Bulletins blancs ou nuls : 3 (1 nul et 2 blancs)

Nombre de suffrages exprimés : 23

Quotient électoral (*suffrages exprimés /sièges à pourvoir*) : 23/7

| | Voix | Attribution au quotient | Attribution au plus fort reste | TOTAL de sièges attribués |
|---------|------|-------------------------|--------------------------------|---------------------------|
| Liste 1 | 23 | 7 | 0 | 7 |
| Liste 2 | | | | |
| Liste 3 | | | | |

A l'unanimité des suffrages exprimés, le Conseil Municipal :

➤ **PROCLAME** élus pour siéger au Conseil d'Administration du CCAS :

- Marlène SAUNIER
- Serge PRALAS
- Itidal FADHLOUN BARBOURA
- Martine BARROSO
- Marie-Thérèse DIAT
- Habib CHELBI
- Patricia SECCO

RESSOURCES HUMAINES

5. PERSONNEL MUNICIPAL - APPROBATION CONVENTION DE DELEGATION PARTIELLE DE GESTION DU PERSONNEL (SERVICE REMPLACEMENT) AVEC LE CENTRE DE GESTION DE LA LOIRE (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121- 29,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L 452-1 et L 452-44,

La ville de Mably est confrontée régulièrement au besoin de remplacer des agents absents. Il est possible de conventionner avec le Centre de Gestion de la Loire afin de déléguer partiellement le recrutement d'agents qui interviennent dans ce cadre.

La ville de Mably pourra demander l'intervention de ce service via l'établissement d'un formulaire de demande de mise à disposition d'un agent. Le Centre de Gestion de la Loire procédera alors à la recherche du candidat à mettre à disposition de la collectivité, à son suivi au cours de la mission, à son accompagnement dans la formation au métier, au suivi de son absentéisme et au versement de la rémunération.

Les principales compétences proposées par le service remplacement sont le secrétariat de mairie (état-civil, budget, urbanisme...), la comptabilité et les finances publiques, la gestion du personnel, des carrières et de la paye, les marchés publics, le secrétariat courant, la communication...

La ville de Mably paiera au Centre de Gestion le prix de la prestation égal au montant de la rémunération brute de l'agent y compris les congés annuels et des charges patronales afférentes, majoré d'un supplément dont le montant est fixé par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion (frais de gestion et de coordination du service).

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention de délégation partielle de gestion du personnel (service remplacement) avec le Centre de Gestion de la Loire
- **PRECISE** que cette convention est conclue du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 31 mars 2026
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tous les documents afférents.

FINANCES - ACHAT PUBLIC

6. DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU BUDGET POUR 2023 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Chaque année, dans un délai de deux mois avant l'examen du budget, un Débat sur les Orientations Budgétaires (DOB) a lieu lors d'une séance ordinaire du Conseil Municipal.

Prévu par l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le DOB a vocation à éclairer le vote des élus sur le budget de la collectivité.

Il permet plus largement de faire un point sur l'état des finances communales, et sur les projets à venir sur le budget à adopter pour l'exercice à venir.

Le débat s'appuie sur un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB).

Le règlement intérieur du Conseil Municipal en vigueur, mis à jour lors du Conseil Municipal du 7 mai 2021, prévoit en son article 24 que le ROB précise notamment l'environnement général des finances locales, le contexte intercommunal, les perspectives budgétaires de la commune en lien avec son plan pluriannuel des investissements, ses APCP et sa prospective financière, par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, les masses des recettes et des dépenses d'investissement, les grands équilibres budgétaires ainsi que diverses annexes.

Il est pris acte de la tenue de ce débat par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote. Celle-ci est transmise au représentant de l'Etat dans le département, au représentant de l'établissement public de coopération intercommunale (Roannais Agglomération) et publiée.

A l'appui de ce débat, un rapport complet est présenté en séance. Il présente d'abord le contexte national, avec notamment de nouveaux dispositifs tels que le filet de sécurité et l'amortisseur électrique, dispositifs auxquels la Ville de Mably peut être éligible, ce qui a donc été pris en compte dans la préparation budgétaire. A une échelle plus locale, s'agissant du contexte intercommunal, il est précisé que l'attribution de compensation a évolué suite à l'adhésion au CRAIG (système d'informations géographiques) : pour Mably, l'attribution de compensation a diminué de 1 452 euros. Ensuite, concernant la Ville de Mably, le ROB fait d'abord état d'une analyse rétrospective, en soulignant 2 points importants : l'effort important fait en 2022 sur les dépenses de fonctionnement et le ratio de désendettement qui est désormais de 2,6 ans. Au vu de tous ces éléments, les orientations budgétaires pour 2023 peuvent être présentées.

[Départ de M. GAYA à 19 h 30]

Tout d'abord, le PPI a été mis à jour pour la période 2023/2026 : environ 8 000 000 euros d'investissements prévus, contre environ 12 000 000 euros au départ, avec notamment le projet important de restaurant scolaire à l'école des Sables. En tout état de cause, le BP 2023 devra tenir compte du contexte, des marges dégagées en 2022 et de l'évolution des bases de la fiscalité. A ce jour, le projet de BP s'équilibre à 9 875 000 euros en section de fonctionnement et à 4 382 000 euros en section d'investissement.

Suite à cette présentation, un débat s'engage entre élus.

Tout d'abord, M. LACOTE intervient : *« Dans le Rapport d'Orientations Budgétaires, nous constatons une légère amélioration par rapport à l'année dernière, en particulier sur la menace de l'effet ciseau. Même si au terme de l'année 2022 ce scénario semble s'éloigner, la prospective financière nous montre que cette menace revient à grands pas, dès l'année prochaine. »*

Nous sommes également surpris de la prévision de hausse des charges de gestion courante, à moins de 800 000 € actuellement, et estimées à plus d'un million d'ici 2026. L'heure est à la recherche d'économies sur les frais de fonctionnement. Ce qui nous permettra de dégager des financements pour d'autres investissements.

Maintenant, concernant le budget 2023 et les actions proposées dans le développement durable. Nous notons le développement de mobilités douces avec des pistes cyclables en plus. Néanmoins, il faudrait veiller à ce que ces pistes ne soient pas en pleins dans une rigole de caniveau comme dans la rue Jean de la Fontaine où elles sont donc très glissantes.

Pour les ruches communales, nous avons une association sur la commune qui gère très bien les abeilles. Qui va exploiter ces ruches municipales ? Le miel va-t-il être récolté ? Il peut être revendu ensuite aux habitants de la commune par exemple. Voilà une solution pour générer de la trésorerie. Concernant les seniors et vos Rencontres du Bel Age, si j'ai bien compris c'est organisé par le CCAS. Donc tous les seniors qui n'en sont pas membres, car leur condition sociale est trop élevée, ne peuvent y participer ?

Nous souhaitons également avoir des précisions sur les 84 000 € qui vont être engagées en 2023 sur le renouvellement urbain du quartier Noyon. Quels sont les travaux concernés par cette somme ? Car vous annoncez aux habitants que l'amélioration du quartier aura lieu après les travaux d'OPHEOR. Ensuite nous découvrons 2 projets participatifs : le conseil des jeunes de 18 à 25 ans, et le comité des habitants. Nous nous posons la question de l'intérêt de ces 2 structures différentes. D'un point de vue « républicain » on devient un citoyen à part entière à 18 ans, ainsi nous pouvons librement nous engager dans la vie politique de la commune, que ce soit à travers un engagement politique ou une participation aux instances de quartier ou de ville en l'occurrence. Actuellement, vous nous proposez 2 instances, avec 2 budgets différents. Leur action est similaire et la finalité la même : participer à l'avancée de la commune en proposant divers projets. Intégrer les jeunes dans le comité des habitants permettrait au contraire d'apporter de la cohésion intergénérationnelle entre les Mablyrois, de créer du lien et de développer l'aspect social de la commune.

De plus, est-ce que le comité des habitants correspond aux conseils de quartier dont vous aviez fait la promesse durant votre campagne municipale ? Si oui, pourquoi ne pas avoir mis en place ces différents conseils, et pourquoi en changer le nom ?

Nous soutiendrons votre projet participatif mais nous vous demandons, dans un contexte plus social, et dans un effort budgétaire, de grouper ces deux comités en un avec le budget initial de 7 000 €, dont 4 000 € pour le budget participatif.

Y aura-t-il une ligne sécurité pour Noyon en 2023 avec quelques mesures ?

Nous avons découvert également une plateforme de fitness en extérieur. Pourquoi pas. Toutefois pourquoi ne pas l'installer au parc Louise Michel qui est équipé d'un parcours de santé vieillissant et beaucoup fréquenté ?

Concernant le repas végétarien, s'agit-il d'un menu unique que vous servez ou y a-t-il plusieurs choix ? Le dépliant de l'éducation nationale paru en juillet 2020 sur le repas végétarien mentionne que le menu doit être exclusivement végétarien en cas de menu unique. En cas de choix multiples, au moins une option doit être 100% végétarienne ».

Ensuite, M. BARRIQUAND souhaite savoir quels sont les investissements prévus pour la restauration scolaire aux Sables.

Les élus répondent donc aux différentes interrogations.

D'abord, Mme VIGOGNE explique que, pour les maternelles, la restauration est déjà délocalisée sur place aux Sables, délocalisation qui a été maintenue de manière un peu « empirique » suite à la pandémie et qui repose sur l'intervention de deux ATSEM et un renfort ; les élémentaires des Sables continuant à fréquenter le restaurant central du Bourg via un déplacement organisé en bus. L'investissement dont il est question porte bien sur la création d'un restaurant scolaire au sein du groupe scolaire des Sables afin de pouvoir accueillir dans des conditions comparables aux autres sites les enfants relevant de l'école maternelle et élémentaire ; ce projet s'inscrivant parfaitement dans la démarche péri-éducative portée par la Municipalité visant à renforcer l'offre de services sur les temps méridiens et des soirs à l'échelle de l'ensemble des sites scolaires.

Concernant la question de savoir si les après-midis du Bel Age sont réservés aux seuls membres du CCAS, Mme SAUNIER répond que non cet événement offert et organisé par le CCAS est bien à destination de tous les seniors de la commune âgés de plus de 70 ans.

Concernant les questions liées à la démocratie participative, Mme BERNARD explique que les conseils de quartier sont un outil expressément prévu au Code Général des Collectivités Territoriales qui les rends obligatoires pour les communes de plus de 80 000 habitants, ce qui n'est donc pas le cas de la commune de Mably. La volonté politique de la Municipalité repose donc sur l'instauration d'un comité des habitants. Cette instance est en cours de création, sur la base du volontariat de la population et les jeunes pourront bien évidemment y participer ; un budget lui sera dédié. Mme BERNARD rappelle également le dispositif des RDV Habitants & Elus mis en place depuis le début de ce matin, selon une périodicité régulière tous les deux mois et décliné dans les quartiers de la commune.

Le projet 18/25 ans est quant à lui bien distinct du comité des habitants. Le groupe de jeunes actuel aimerait organiser un clean walk (marche pour nettoyer la nature), mais cette-dernière reconnaît qu'il est difficile de mobiliser les jeunes au sein de cette instance participative.

Sur la question relative à la sécurité à Noyon, M. le Maire rappelle qu'un groupe de travail est en place et qu'une première rencontre a eu lieu sur place le 1^{er} février dernier en présence notamment de M. BARRIQUAND qui a souhaité rejoindre cette instance. Des propositions d'aménagement seront donc faites le moment venu une fois le diagnostic posé. A noter qu'une association des habitants de Noyon existe, Noyon Troyon Ensemble, nous saurons faire la différence, et M. le Maire souhaiterait que des représentants de cette association participent à cette instance.

A propos du projet de ruches communales, M. GENESTE précise que le projet est en phase de démarrage, avec l'objectif d'obtenir le label APICITE. M. le Maire ajoute que l'association l'Abeille roannaise serait en mesure de gérer les ruches, souhaitant que ce partenariat puisse se mettre en place. Le produit des ruches ira dans un premier temps aux restaurants scolaires.

Sur la question du menu végétarien, Mme VIGOGNE précise que Mably propose actuellement 3 choix de repas aux enfants.

Enfin, pour conclure, M. le Maire insiste sur le fait qu'effectivement les efforts devront être maintenus sur les dépenses de la commune et il ajoute que la commune réalise un travail considérable en matière de recherches de financements pour chaque projet.

Le Conseil Municipal :

➤ **DEBAT** sur les orientations budgétaires pour 2023

➤ **PREND ACTE** de la tenue de ce débat par la présente délibération.

7. PROJETS D'INVESTISSEMENTS COMMUNAUX - EXAMEN DU BILAN D'EXECUTION 2022 DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME EN COURS ET AFFECTATION DES CREDITS DE PAIEMENT SUR LES EXERCICES SUIVANTS (Rapporteur : Eric PEYRON)

Il est rappelé au Conseil Municipal qu'un bilan d'exécution des Autorisations de Programme et Crédits de Paiements (AP/CP) doit être effectué à la clôture de chaque exercice budgétaire afin de réviser si besoin les AP et répartir les crédits ouverts non utilisés sur les CP des exercices à venir.

L'exécution des AP/CP au cours de l'exercice 2022 est retracée dans le tableau joint en annexe qui reprend également les réalisations antérieures.

Les modifications apportées aux AP sont les suivantes :

➤ Opération 104 - Aménagement de la ZAC des Tuileries : éclatement de l'AP en dépenses afin d'en faire ressortir les composantes : avance de trésorerie remboursable, rachats des ouvrages, participation d'équilibre et travaux divers.

Modification du montant de l'AP : de 4 084 325 € au dernier bilan, passé à 6 364 325 € ; la différence correspondant au remboursement des montants de trésorerie avancés par la ville (2 280 000 €) qui apparaissent en désormais en recettes d'AP.

Ventilation des dépenses en CP suivant le prévisionnel de réalisation en cours d'actualisation.

➤ Opération 52 - Travaux d'accessibilité des ERP : **Clôture de l'AP** sur laquelle un montant de 144 166 € a été réalisé (32 %). L'ADAP (Agenda D'Accessibilité Programmée) a été exécuté presque en totalité par le biais de travaux en régie municipale (achats de fournitures en section de fonctionnement). Les menus travaux qui apparaîtront nécessaires désormais seront effectués dans le cadre de l'entretien des ERP.

➤ Opération 108 - Renouvellement urbain - Noyon/Troyon : par délibération du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2022, l'AP a été réduite à un montant de 350 000 €. Les CP annuels restant à réaliser sont ventilés sur les exercices 2023 et 2024.

➤ Opération 41 - Réhabilitation et extension du Centre Omnisports : pas de modification, reports des restes à réaliser en 2023.

Les crédits de paiement affectés sur 2023 à l'occasion du bilan d'exécution 2022 pourront alors être inscrits au prochain Budget Primitif.

Sur l'accessibilité, M. BARRIQUAND souligne que les travaux faits en régie sont de qualité mais il regrette la rambarde métallique posée sur l'église du Bourg car cela manque d'esthétique selon lui. M. GODOT le rejoint sur cette remarque mais explique qu'il était difficile de faire autrement : il fallait un contraste de couleurs pour les personnes malvoyantes.

Sur l'opération de renouvellement urbain Noyon/Troyon, M. PRALAS souhaite vivement que l'association Noyon/Troyon Ensemble, nous saurons faire la différence participe au projet, y compris dans le comité de pilotage, dans un esprit collaboratif et constructif, à l'image ce qui a été dans le passé sur le quartier du Marly.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **VALIDE** le bilan 2022 des AP / CP en cours et les modifications proposées sur les AP
- **VALIDE** l'affectation de ces AP en crédits de paiement pour la période 2023 / 2026 suivant le tableau annexé.

8. FOURNITURE DE CARBURANTS LIVRES EN VRAC PAR CAMION - RESILIATION UNILATERALE DU MARCHE POUR MOTIF D'IMPOSSIBILITE DE POURSUIVRE (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération n° 7 du 14 février 2020, l'assemblée délibérante a attribué le marché de fourniture de carburants livrés en vrac par camion aux opérateurs économiques DYNEFF Sas situé à 34060 MONTPELLIER CEDEX et LAGARDE Sas situé à 03302 CUSSET CEDEX.

La durée initiale du marché était d'une année à compter de sa notification (20 février 2020) avec trois reconductions tacites possibles par période successive d'un an.

Le marché ne peut excéder une période globale de 4 ans.

Ce marché sous forme d'accord cadre passé par marchés subséquents a été conclu sans minimum et sans maximum.

La période d'exécution du marché en cours ayant débuté le 20 février 2022 pour s'achever au 19 février 2023, le préavis en cas de non-reconduction aurait dû être notifié avant le 20 novembre 2022.

La commune de Mably ne disposant pas de cuve pour stocker les carburants Sans Plomb 95 et GASOIL, l'article 4 de la convention constitutive du groupement de commandes fixe les règles spécifiques d'utilisation commune des cuves de la ville de Roanne situées au sein de son Centre Technique entre les deux villes.

Ainsi, le Cahier des Charges Techniques Particulières (C.C.T.P) précise, en ce qui concerne la commune de Mably, les modalités de livraison des carburants Sans Plomb 95 et GASOIL aux cuves de la ville de Roanne situées au Centre Technique Municipal (C.T.M) et GNR au C.T.M de Mably.

A titre indicatif, en exécution de cet accord cadre, les commandes de carburants pour la commune de Mably ont été les suivantes sur les deux dernières années :

| Carburant | Année 2021 Volume litres | Année 2022 Volume litres | Point de livraison |
|---------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------|
| Sans Plomb 95 | 3 010 | 5 501 | Cuves CTM Roanne |
| GASOIL | 24 010 | 19 000 | Cuves CTM Roanne |
| GNR | 11 584 | 11 092 | Cuves CTM Mably |

Mais, un événement remet en cause la mise en œuvre des livraisons : par courrier en date du 26 décembre 2022 réceptionné le 28 décembre 2022, la ville de Roanne a informé la commune de Mably de l'état de vétusté de ses cuves de stockage de carburants et de l'abandon de leur exploitation à compter du 17 février 2023, compte tenu des coûts de rénovation prohibitifs.

Or, l'administration contractante peut en tout état de cause et en vertu des règles générales applicables aux contrats administratifs mettre fin avant terme à un marché public en le résiliant unilatéralement. L'article L 2195-6 du Code de la Commande Publique prévoit la possibilité de résilier un marché si « *l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues au chapitre IV* » du titre IX.

Ainsi, en raison de l'abandon de l'exploitation de la station de la ville de Roanne, il apparaît nécessaire de prononcer la résiliation unilatérale du marché de fourniture de carburants livrés en vrac au motif de l'impossibilité de poursuivre l'exécution du marché qui lie la commune de Mably à DYNEFF Sas et LAGARDE Sas puisque la commune ne dispose plus de cuves d'accueil à la livraison.

Bien que le préavis de non-reconduction n'ait pas été notifié avant le 20 novembre 2022, cet accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents n'ayant donné lieu à l'attribution d'aucun marché subséquent pour la dernière période de reconduction, le droit d'indemnité paraît être exclu du fait de la mise en concurrence préalable à l'attribution des marchés subséquents. En effet, les titulaires ne peuvent démontrer qu'ils auraient été désignés titulaires d'un marché subséquent et donc qu'ils auraient exécuté des prestations (*il ne peut être justifié d'un manque à gagner*).

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** la résiliation unilatérale du marché de fourniture de carburants livrés en vrac par camion cité ci-dessus avec DYNEFF Sas situé 34060 MONTPELLIER CEDEX et LAGARDE Sas situé à 03302 CUSSET CEDEX, au motif que le contrat ne peut être poursuivi sans une modification contraire aux dispositions prévues au chapitre IV du titre IX (art L 2195-6 du Code de la Commande Publique) compte tenu pour la ville de Mably de l'impossibilité de poursuivre l'exécution du marché suite à l'arrêt de l'exploitation de ses cuves de carburants par la ville de Roanne
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à établir le décompte de résiliation et à le notifier aux titulaires du marché, étant précisé que la date effective de résiliation retenue sera fixée dans la décision de résiliation
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces afférentes à ladite résiliation.

9. GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE ROANNE, ROANNAIS AGGLOMERATION, LES COMMUNES DE VILLEREST, MABLY, VIVANS, SAINT JEAN SAINT MAURICE POUR LA FOURNITURE DE CARBURANTS LIVRES EN VRAC PAR CAMION POUR LES ANNEES 2020 A 2024 - RETRAIT DE LA VILLE DE MABLY DU GROUPEMENT DE COMMANDES (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération n° 6 du 20 septembre 2019, l'assemblée délibérante a approuvé la convention constitutive d'un groupement de commandes afin d'opérer un choix commun d'opérateurs économiques à l'occasion d'un marché sous forme d'accord cadre à marchés subséquents pour la fourniture et la livraison de carburants livrés en vrac pour les entités équipées de cuves Sans Plomb 98, Sans Plomb 95, GASOIL et GNR pour les années 2020 à 2024.

Les missions de coordonnateur du groupement ont été dévolues à la ville de Roanne, mais chacun des

membres reste responsable de la notification et de l'exécution des accords cadre découlant de la convention. La commune de Mably ne disposant pas de cuve pour stocker les carburants Sans Plomb 95 et GASOIL, l'article 4 de la convention constitutive du groupement fixe les règles spécifiques d'utilisation commune des cuves de la ville de Roanne situées au sein de son Centre Technique entre les deux villes.

L'article 6 de la convention précise qu'elle devient caduque à la fin de validité des marchés qui en sont l'objet, soit à la date du 19 février 2024 (comprenant les périodes de reconductions possibles), suivant le marché conclu et approuvé par délibération n° 7 en date du 14 février 2020.

L'article 7 de la convention précise les modalités de retrait du groupement qui doit être constaté par une délibération de l'assemblée délibérante de l'entité souhaitant se retirer (délibération qui doit être notifiée au coordonnateur).

Par courrier en date du 26 décembre 2022 réceptionné le 28 décembre 2022, la ville de Roanne a informé la commune de Mably de l'état de vétusté de ses cuves de stockage de carburant et de l'abandon de leur exploitation à compter du 17 février 2023, compte tenu des coûts de rénovation prohibitifs.

La commune de Mably ne disposant pas de cuve afin de permettre le ravitaillement en carburants de sa flotte automobile pour la continuité de fonctionnement des services municipaux et de surcroît devant l'impossibilité de mettre en œuvre les équipements de réception et stockage de carburants Sans Plomb 95 et Gasoil dans des délais raisonnables, il convient de constater qu'aucun intérêt ne subsiste pour que la commune de Mably demeure au sein du groupement de commandes ainsi constitué.

Aussi, il convient que la commune de Mably se retire du groupement de commandes, suivant les dispositions des articles 7 et 8 de ladite convention, étant donné que la commune ne dispose pas de cuves pour stocker le carburant Sans Plomb 95 et GASOIL.

Mme BARROSO souhaite savoir si la fermeture de la station de Roanne impacte toutes les communes du groupement ou seulement Mably. M. le Maire explique qu'il n'y a que la Ville de Mably qui est concernée et qu'une solution transitoire a été mise en place depuis le 20 février 2023 et jusqu'au 31 août 2023 via des cartes carburant à Carrefour, permettant en temps masqué de travailler une procédure de publicité et de mise en concurrence préalable au sens du Code de la Commande Publique pour une prise d'effet au 1^{er} septembre 2023.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** le retrait de la commune de Mably du groupement de commandes passé entre la ville de Roanne, Roannais Agglomération, les communes de Villerest, Mably, Vivans, Saint-Jean-Saint-Maurice pour la fourniture de carburants livrés en vrac
- **DIT** que la présente délibération sera notifiée au coordonnateur du groupement dès qu'elle sera exécutoire
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à régler, conformément à l'article 9 de la convention constitutive du groupement, les conséquences juridiques et financières de ce retrait et à signer les actes et documents en découlant.

AFFAIRES SCOLAIRES

10. OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR SOUTENIR L'ORGANISATION D'UN VOYAGE SCOLAIRE (Rapporteur : Ambre VIGOGNE)

Dans le cadre de la réalisation du projet d'école, l'équipe éducative du groupe scolaire des Tuileries souhaite organiser un voyage scolaire sur le thème « L'Océan, source de vie ». Ce séjour de 5 jours, prévu du 22 au 26 mai 2023 concerne les 3 classes élémentaires (CP, CE1-CE2, CM1-CM2) soit 55 élèves.

Ce voyage sera l'occasion pour les élèves de valider en « milieu naturel » les connaissances acquises en classe, d'être sensibilisés à la préservation de l'environnement, de découvrir la vie collective et de gagner en autonomie.

Le séjour se déroulera au centre d'hébergement du Fief du Moulin, dans le village de Barbâtre, au sud de l'Ile de Noirmoutier, proche du passage du Gois. Le centre se situe à 250 m de la plage et à 50 m de la forêt domaniale.

Le budget prévisionnel s'élève à 17 588,50 €, décomposé comme suit :

| | | |
|---------------------------------|----------------------------|-------------|
| Prix par élève : 234,50 € | 55 élèves x 234,50 € | 12 897,50 € |
| Prix par accompagnateur : 174 € | 4 accompagnateurs x 174 € | 696 € |
| Coût transport : 3 995 € | | 3 995 € |
| | TOTAL | 17 588,50 € |
| | Montant à payer par enfant | 319,79 € |

L'équipe éducative propose de partager les frais de ce séjour entre les familles, le Sou des Ecoles des Tuileries et la Commune, en sollicitant l'octroi d'une subvention exceptionnelle.

Cette subvention au titre de l'année 2023 viendrait s'ajouter à la somme de 3 013 € versée en 2020 par la Commune pour soutenir deux voyages prévus par l'école des Tuileries (l'un pour la classe de maternelle, le second pour les classes d'élémentaire), ayant dû être annulés en raison de la crise sanitaire et du confinement.

Le Sou des Ecoles, via les manifestations organisées et les ventes diverses, pourrait verser une aide à hauteur de 3 987 €. L'école utiliserait également une partie des crédits alloués au titre de l'enveloppe pédagogique de l'année 2023, à hauteur de 800 €.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'octroyer une subvention de 2 000 €.

Les financements ainsi établis permettraient de réduire la participation des familles à 141,61 € par enfant.

M. BARRIQUAND souhaite savoir si les familles ont été consultées concernant ce qui restera à leur charge pour ce voyage scolaire. Mme VIGOGNE lui répond par l'affirmative.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 2 000 €, à verser sur le compte du Sou des Ecoles des Tuileries n° 1027 8072 3000 0204 5240 114, à l'occasion d'un voyage scolaire du 22 au 26 mai 2023
- **PRECISE** que cette dépense sera effectuée par anticipation au vote du budget et sera imputée à l'article 6574 du budget général 2023.

POLITIQUES EDUCATIVES

11. SUBVENTION AU CENTRE SOCIAL DE MABLY DANS LE CADRE DE LA CONVENTION QUADRIPARTITE 2022 / 2024 - APPROBATION DU BUDGET PREVISIONNEL 2023 ET DES MODALITES DE VERSEMENT (Rapporteur : Itidal FADHLOUN BARBOURA)

Conformément à ses statuts, le Centre Social de Mably est un équipement de territoire qui offre des espaces d'activités, d'échanges et de rencontres aux populations. Il développe un projet d'intérêt général autour des missions définies par la CNAF, dont la mise en œuvre participe :

- Au développement local de la commune, notamment pour favoriser un égal accès aux loisirs éducatifs, des enfants et des jeunes de l'ensemble du territoire ;
- A la mise en place d'actions d'accompagnement des familles et de soutien à la parentalité, dans un cadre participatif large pour renforcer la mixité sociale.

Afin de consolider le fonctionnement du Centre Social, une convention d'objectifs et de financement est signée tous les 4 ans entre le Centre Social, la Commune, la Caisse d'Allocations Familiales et le Département.

Une convention transitoire d'un an a été signée pour l'année 2021 afin de permettre au Centre Social de Mably de renforcer l'écriture de son projet social.

La nouvelle convention pour la période 2022-2024 a été approuvée lors du Conseil Municipal du 15 décembre 2021. Elle a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité apporte son soutien aux activités d'intérêt général que le Centre Social entend poursuivre conformément à ses statuts, notamment à son objet social.

La commune de Mably inscrit son engagement envers le Centre Social dans la reconnaissance de ce dernier comme un acteur de proximité du développement social local en complémentarité avec les actions propres de la commune.

Dans le cadre du projet 2022-2024, la commune a fait le choix de maintenir le financement plafonné à **125 500 €** orienté vers la fonction de pilotage, l'ALSH, le développement de nouvelles actions et l'entretien des locaux, se répartissant comme suit :

- 45 500 €, forfait affecté au pilotage ;
- 48 000 € plafonnés et affectés à l'ALSH (montant maximum), sur production des comptes de résultats, auxquels se rajoute l'aide facultative versée aux familles concernées par le CCAS (de l'ordre de 5 220.20 € pour l'année 2021) ;
- 22 000 € destinés à soutenir le développement de nouvelles actions transversales valorisées dans les actions familles et activités organisées par et avec le Centre Social en lien avec les actions nouvelles redéployées avec les partenaires du territoire.
 - Correspondant aux axes 2,3 et 4 du partenariat avec le Centre Social :
 - Axe 2 : Soutien aux familles et à la parentalité ;
 - Axe 3 : Inclusion numérique : information et accès aux droits ;
 - Axe 4 : Développement d'actions répondant aux besoins sociaux du territoire, en cohérence et complémentarité avec les acteurs du territoire.
- 10 000 € plafonnés et affectés à l'entretien des locaux (montant maximum), sur production des comptes de résultats, auxquels se rajoute la mise à disposition d'un chariot de ménage, d'une monobrosse et l'entretien d'une partie des vitreries dans le cadre d'un marché public ;
- A ces différents montants se rajoute également la valorisation des charges supplétives liées à la mise à disposition gratuite des locaux de l'ordre de 43 000 € inscrits au BP 2023 du Centre Social.

Les montants des subventions annuelles de fonctionnement seront arrêtés chaque année par le Conseil Municipal dans le cadre de la procédure d'élaboration de son Budget Primitif.

Le Centre Social de Mably a adressé ainsi son budget prévisionnel pour 2023 qui présente une estimation de subvention à hauteur de 45 500 € pour le fonctionnement global, 48 000 € pour l'ALSH, 22 000 € et 10 000 € pour l'entretien des locaux.

En application de la convention, le règlement sera effectué de la façon suivante :

- 25 % après validation par le Conseil Municipal du budget prévisionnel de l'année N, soit 31 375 € ;
- 25 % au cours du mois de mai de l'année N, soit 31 375 € ;
- 25 % au cours du mois de juillet de l'année N, soit 31 375 € ;
- Le solde de l'année N sera déterminé après validation et vérification des comptes de résultat et du bilan détaillé fourni par l'association pour l'ALSH et l'entretien des locaux.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le budget prévisionnel du Centre Social de Mably pour l'année 2023
- **AUTORISE** les versements définis selon les modalités indiquées ci-dessus
- **PRECISE** que les crédits sont prévus sur le compte 6574 du budget.

12. SUBVENTION AU CENTRE SOCIAL DE MABLY DANS LE CADRE DE LA CONVENTION EXPERIMENTATION ALSH TEMPS MERIDIEN SUR LE SITE ELEMENTAIRE PREVERT SEPTEMBRE 2021/JUILLET 2022 - APPROBATION DES COMPTES DE RESULTATS ET VERSEMENT DU SCOLDE DE LA SUBVENTION (Rapporteur : Ambre VIGOGNE)

Conformément à ses statuts, le Centre Social de Mably (CSM) est un équipement de territoire qui offre des espaces d'activités, d'échanges et de rencontres aux populations. Il développe un projet d'intérêt général autour des missions définies par la CNAF, dont la mise en œuvre participe au développement local de la commune, notamment pour favoriser un égal accès aux loisirs éducatifs, des enfants et des jeunes de l'ensemble du territoire, à la mise en place d'actions d'accompagnement des familles et de soutien à la parentalité, dans un cadre participatif large pour renforcer la mixité sociale.

Dans le cadre de son projet familles, le CSM souhaite être en cohérence avec son territoire d'intervention et être au plus proche des familles mablyrotes. C'est donc pour cela qu'il souhaite développer des actions en direction des enfants qui ne fréquentent pas forcément l'ALSH qu'il organise les mercredis et lors des vacances scolaires.

Partenaire du Projet Educatif de Territoire (PEDT) - Plan Mercredi de la commune, le CSM a souhaité apporter son expertise, son savoir-faire pédagogique en étant l'organisateur de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) périscolaire sur le temps méridien du « projet pilote expérimental » sur le site de l'école élémentaire Prévert.

Aussi, une convention de partenariat (convention d'objectifs et de moyens) entre la commune et le CSM, portant sur l'organisation du temps méridien, de 11 h 30 à 13 h 30, les lundis, mardis, jeudis et vendredis sur la période de septembre 2021 à juillet 2022 sur le site de l'école élémentaire Prévert a été approuvée lors du Conseil Municipal du 24 septembre 2021.

L'organisation de l'ALSH sur le temps méridien par le CSM a impliqué deux conditions pour que ce dernier puisse bénéficier de la Prestation de Service Ordinaire (PSO) ALSH de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF).

En premier lieu, le CSM a réalisé une déclaration ALSH auprès des services de l'Etat sur ces temps en se conformant à la législation en vigueur.

Deuxièmement, la CAF demande une participation financière modulée de la part des familles. Cette dernière a été répartie selon 6 tranches de quotient familial comprises entre 5 € et 15 € par enfant. Cette cotisation est perçue par le CSM.

Les recettes pour le CSM concernant cette cotisation estimées initialement à 765.00 € ont été de 668.00 €.

L'adhésion au CSM permet d'adhérer à l'association, à son projet et donne accès à toutes les activités du centre social, y compris l'accueil des enfants en ALSH.

Les adhésions des familles comprises entre 5 € pour les mablyrots et 6 € pour les extérieurs ont été perçues par le CSM. Les familles bénéficiaires de l'épicerie sociale sont exonérées de cotisation.

Les recettes prévisionnelles pour le CSM concernant les adhésions ont été estimées à 425.00 €. La recette effective a été de 335.00 €.

Les recettes pour le CSM concernant la PSO ALSH de la CAF ont été estimées à 7 771.00 € pour un budget prévisionnel estimé en juin 2021 à 22 085,00 €, dont 2 173.92 € correspondant aux repas des animateurs, pour la période du 8 novembre 2021 au 7 juillet 2022 inclus et pour une estimation prévisionnelle de 85 enfants fréquentant l'accueil.

Les recettes pour le CSM concernant la PSO ALSH de la CAF ont été de 5 313.22 € pour un budget réalisé de 19 437.29 € (17 263.37 € correspondant au budget de l'action et 2 173.92 € correspondant aux repas des animateurs) pour la période du 8 novembre 2021 au 7 juillet 2022 inclus et pour une fréquentation effective de 69 enfants.

Au titre de cette convention, un montant prévisionnel de 10 947.15 €, correspondant à une subvention plafonnée, a été affecté à l'ALSH du CSM.

2 173.92 € ont été également affectés à la prise en charge des repas des animateurs.

Le CSM a présenté le budget réalisé pour cette action ainsi qu'un bilan qualitatif.

Compte tenu des avances déjà versées (8 757.73 €), le solde dû au CSM pour la période de septembre 2021 à juillet 2022 est donc de 2 189.42 € (10 947.15 – 8 757.73).

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** le versement du solde de cette subvention pour un montant de 2 189.42 €
- **PRECISE** que les crédits sont prévus sur le compte 6574 du budget.

13. SUBVENTION AU COMITE ROANNAIS DE VACANCES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION ALSH 2021 - APPROBATON DES COMPTES DE RESULTATS ET VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION 2021 (Rapporteur : Itidal FADHLOUN BARBOURA)

Dans le cadre de son projet éducatif de territoire, la municipalité met en œuvre des activités de loisirs, en direction des enfants et des adolescents de la commune, soit en gestion directe avec ses services, soit en partenariat avec des associations comme le Centre Social de Mably et le Comité Roannais de Vacances (CRV).

Le CRV propose des animations en direction de la tranche d'âge des 3-12 ans, les mercredis après-midi et pendant les petites et grandes vacances, avec une amplitude horaire importante, des activités et des sites diversifiés.

Au titre de la convention d'objectifs et de financement signée avec le CRV pour l'année 2021, le Conseil Municipal a approuvé, lors du Conseil Municipal du 26 février 2021, une subvention prévisionnelle pour le centre de loisirs plafonnée à 17 500.00 € pour une fréquentation prévisionnelle de 900 demi-journées/enfants sur les périodes des petites vacances, des mercredis et pour la tranche d'âge 4-12 ans.

Les enfants de Mably ont fréquenté l'ALSH CRV lors de 537 demi-journées des mercredis et 318 demi-journées lors des petites vacances de l'année 2021.

Dans le cadre du partenariat entre la commune de Mably et le CRV, le nombre de demi-journées/enfant augmente régulièrement, et est passé de 683 en 2018 à 737 en 2019, pour atteindre 835 en 2021.

Le CRV a présenté son budget réalisé 2021. Compte tenu d'un **excédent de 1 557.20 €** la subvention à verser est **ramenée à 15 942.80 €** (17 500.00 € - 1 557.20 €).

Compte tenu des avances déjà versées (14 000.00 €), **le solde dû au CRV pour 2021 est donc de 1 942.80 €.**

M. BARRIQUAND souhaite savoir comment se passe le ramassage des enfants et où se trouve le lieu d'activités. Mme FADHLOUN BARBOURA lui explique que le CRV est à Roanne et que les enfants s'y rendent par leurs propres moyens, sans réclamation à ce sujet pour le moment.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le montant définitif de la subvention au Comité Roannais de Vacances au titre de l'année 2021, à hauteur de 15 942.80 €, au vu des comptes de résultats
- **AUTORISE** le versement du solde de cette subvention pour un montant de 1 942.80 €
- **PRECISE** que les crédits sont prévus sur le compte 6574 du budget.

14. SUBVENTION AU COMITE ROANNAIS DE VACANCES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION LUDOTHEQUE 2021 - APPROBATION DES COMPTES DE RESULTATS ET VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION 2021 (Rapporteur : Itidal FADHLOUN BARBOURA)

La Commune de Mably inscrit son engagement envers le Comité Roannais de Vacances (CRV) dans une reconnaissance de ce dernier, comme un acteur de proximité du développement social local, en complémentarité avec les actions propres de la commune et du Centre Social de Mably.

L'un des volets du projet associatif du CRV se décline au travers de sa ludothèque « Trésor de jeu », lieu intergénérationnel et interculturel, qui a pour objectif de donner sa place au jeu et au jouet dans les différents territoires et en direction de différents publics.

C'est un acteur de l'animation de la vie locale, créateur de lien social, vecteur de communication, de socialisation, d'intégration et d'éducation dont les locaux ont été inaugurés le 19 janvier 2021.

Au titre de la convention d'objectifs et de moyens signée avec le CRV pour l'année 2021, le Conseil Municipal a approuvé, lors du Conseil Municipal du 2 juillet 2021, une subvention prévisionnelle pour la ludothèque « Trésors de jeux » plafonnée à 5 000.00 €.

Le CRV a présenté le budget réalisé 2021 de la ludothèque. Malgré un déficit de 2 777.65 €, la subvention à verser demeure à 5 000.00 €.

Compte tenu des avances déjà versées (2 500.00 €), le solde dû au CRV pour 2021 est donc de 2 500.00 €.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** le versement du solde de cette subvention pour un montant de 2 500.00 €, au vu des comptes de résultats
- **PRECISE** que les crédits sont prévus sur le compte 6574 du budget.



15. DOTATION CONCOURS DE NOUVELLES 2023 (Rapporteur : Françoise PLOTTON)

La Commission Développement Culturel, Relations Internationales et Communication propose de reconduire en 2023 le Concours de nouvelles.

Le Palmarès du concours 2023 sera dévoilé le 31 mars 2023.

Afin de récompenser les auteurs des meilleures nouvelles par une prime d'encouragement, la commission propose de fixer le montant global de la dotation à 1 000 €. Ces primes récompenseront la meilleure nouvelle de la catégorie nationale thème (250 €), la meilleure nouvelle de la catégorie nationale sujet libre (250 €), la meilleure nouvelle de la catégorie régionale (250 €) et la meilleure nouvelle de la catégorie collègue (250 €).

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le principe et le montant total des 4 primes à hauteur de 1 000 € pour le concours de nouvelles 2023
- **DIT** que les crédits seront prévus sur le compte 6714 de l'opération 313 du budget 2023.

16. DOTATION CONCOURS PHOTOS 2023 (Rapporteur : Françoise PLOTTON)

La Commission Développement Culturel, Relations Internationales et Communication propose de reconduire en 2023 le Concours Photos amateur pour sa 43ème édition.

Cette manifestation a acquis une dimension nationale, voire internationale, de part l'origine des participants et la qualité des travaux reçus.

Le Concours Photos se concrétisera par le biais de l'exposition à l'Espace de la Tour du 6 au 14 mai 2023.

Afin de récompenser par une prime d'encouragement les meilleurs du Concours Photos, la commission propose de fixer le montant global de la dotation à 700 € pour le concours Photos. Ces primes récompenseront les 3 premiers prix de la catégorie nationale (300 € pour le 1^{er} prix, 200 € pour le 2ème prix et 100 € pour le 3ème prix) et le premier prix de la catégorie locale (100 €).

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le principe et le montant total des 4 primes à hauteur de 700 € pour le concours photos 2023
- **DIT** que les crédits seront prévus sur le compte 6714 de l'opération 313 du budget 2023.

URBANISME - FONCIER - ENVIRONNEMENT

17. INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA) ET SUR L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION (Rapporteur : Serge PRALAS)

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions communales relatives à l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal en la matière.

Depuis l'information donnée lors du Conseil Municipal du 14 décembre 2022, le droit de préemption urbain n'a pas été exercé par la commune pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) suivantes :

| Référence cadastrales | Adresse | Superficie | Désignation du bien | Décision de non préemption |
|------------------------------|---|----------------------|-------------------------|----------------------------|
| AK 377 | 11 rue Bir Hakeim | 343 m ² | Bâti sur terrain propre | 14/11/2022 |
| BB 27 pour partie | 35 rue des Lilas | 783 m ² | Bâti sur terrain propre | 21/11/2022 |
| AP 226 | 4 rue Pierre Corneille | 745 m ² | Bâti sur terrain propre | 9/12/2022 |
| AS 306 et 1/4 indivis AS 307 | 71 route de Paris | 784 m ² | Bâti sur terrain propre | 9/12/2022 |
| AS 329 | 97 route de Paris | 424 m ² | Bâti sur terrain propre | 9/12/2022 |
| AO 14 | 14 impasse Marcel Proust | 728 m ² | Bâti sur terrain propre | 15/12/2022 |
| AN 718 | 57 route de Briennon | 747 m ² | Bâti sur terrain propre | 15/12/2022 |
| AK 167 et AK 188 | 65 Rue Hélène Boucher Rue Antoine St-Exupéry | 5 852 m ² | Bâti sur terrain propre | 2/01/2023 |
| BD 81 | 17 Place Verdun | 525 m ² | Bâti sur terrain propre | 2/01/2023 |
| AW 274 | 3 rue Rosa Parks | 804 m ² | Bâti sur terrain propre | 2/01/2023 |
| BB 76 | 331 bis route de Briennon | 609 m ² | Bâti sur terrain propre | 10/01/2023 |
| D 1632 | 3269 route du Bas de Mably | 1 815 m ² | Non bâti | 10/01/2023 |
| AO 395 | 4 impasse des Sorbiers | 354 m ² | Bâti sur terrain propre | 23/01/2023 |

Pour information, une DIA portant sur une zone économique a été transmise à Roannais Agglomération, conformément à la délibération du 15 décembre 2021 relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain sur les zones U et AU du PLU à vocation unique d'activité économique à l'Agglomération :

- N° 04212722M0106 portant sur la parcelle AS 8 d'une superficie de 417 m² située route de Paris.

Le Conseil Municipal PREND ACTE de la présentation des décisions communales détaillées ci-dessus.

PATRIMOINE - SECURITE - VOIRIE

18. ECLAIRAGE PUBLIC - PROGRAMME 2023 : MODERNISATION DE 44 POINTS LUMINEUX, AJOUT DE 2 POINTS LUMINEUX ET MODIFICATION D'UN POINT LUMINEUX (Rapporteur : Robert GODOT)

Il y a lieu d'envisager des travaux d'éclairage public. Le programme 2023 concerne :

- La modernisation de 44 points lumineux à forte puissance rue Jean de la Fontaine (remplacement de 22 lanternes), rue Pierre Corneille dans la portion comprise entre la rue Jean de la Fontaine et la rue Anatole France prolongée (remplacement de 17 lanternes), aux garages rue du Fort de Troyon (remplacement de 5 lanternes) ;
- L'ajout de 2 points lumineux sur poteaux béton existants, place du 8 mai 1945 ;
- La suppression d'un mât double avec repose d'une lanterne sur un poteau béton existant rue Pierre Corneille à l'intersection avec la rue Alexandre Dumas.

Conformément à ses statuts (article 2 notamment) et aux modalités définies par son Comité et son Bureau, le SIEL-Territoire d'Energie Loire peut faire réaliser des travaux pour le compte de ses adhérents.

Par transfert de compétences de la commune, le SIEL-TE assure la maîtrise d'ouvrage des travaux faisant l'objet de la présente. Il perçoit, en lieu et place de la commune, les subventions éventuellement attribuées par le Conseil Départemental de la Loire, le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, l'Union Européenne ou d'autres financeurs.

Dans le cadre du Plan de sobriété énergétique 2023, il est à noter une bonification de 5 % du taux d'aide, ainsi la participation communale passe de 98 % à 93 % pour les travaux relatifs à l'éclairage public :

Financement - Coût du projet actuel :

| Détail | Montant HT Travaux | % - PU | Participation Commune |
|--|-----------------------|--------|--------------------------|
| Remplacement 44 lanternes | 51 040.00 € | 93.0 % | 47 468 € |
| Eclairage Place du 8 mai 1945 | 2 203.00 € | 93.0 % | 2 048 € |
| Dépose mât double Rue Pierre Corneille | 1 126.00 € | 93.0 % | 1 047 € |
| TOTAL | | | 50 564.50 € |

Ces contributions sont indexées sur l'indice TP 12.

A défaut de paiement dans le délai de trente jours, à réception du titre de recette, il sera appliqué des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

M. BARRIQUAND remarque que, lors d'un précédent Conseil Municipal, une personne de l'assistance avait des revendications concernant l'éclairage de la Place du 8 mai et que, depuis cette séance, les arbres ont été coupés vers sa propriété et 2 points lumineux ont également été installés. M. GODOT explique qu'il n'y a aucun lien de causalité car les points lumineux posés le sont sur des poteaux existants pour éviter d'avoir à changer les mâts, ce qui, au passage, a généré un gain de 7 000 euros qui ont pu être réinvestis ailleurs.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** que le SIEL-TE, dans le cadre des compétences transférées par la commune de Mably, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de "Eclairage public programme 2023" dans les conditions indiquées ci-dessus, étant entendu qu'après étude des travaux, le dossier sera soumis à Monsieur le Maire pour information avant exécution
- **APPROUVE** le montant des travaux et la participation prévisionnelle de la commune, étant entendu que le fonds de concours sera calculé sur le montant réellement exécuté
- **DIT** que les crédits seront prévus sur le compte 2041582 - 814 - op 56
- **PREND ACTE** que le versement du fonds de concours au SIEL-TE est effectué en une seule fois
- **DECIDE** d'amortir ce fonds de concours en 15 années
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces à intervenir.

INFORMATIONS - LETTRES ET QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire fait d'abord part des remerciements des donateurs de sang suite à la dernière collecte sur la commune.

Le comité de coordination de la RN7/RN82 réuni en février a décidé :

- D'envoyer un courrier à Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région AURA.

Le mandat de négociation donné à la Préfète est encore attendu pour le CPER pour la période 2023-2027. Les projets prioritaires devront être arrêtés par l'État et la Région en concertation avec les Départements et les grandes agglomérations. C'est l'occasion de lui rappeler les projets de mise à 2 x 2 voies de la RN7 à réaliser afin d'entreprendre la finalisation du tracé sur la Loire et L'Allier. (Mably/St Germain Lespinnasse et Bessay sur Allier). Ces 2 projets représentent environ 2 fois 7 km.

- D'organiser un blocage de la RN7 au nord des Tuileries (entrée de l'Agglomération Roannaise), le mardi 14 mars à 10 h 30, en présence des associations du quartier des Tuileries.

Enfin, il souhaite intervenir sur plusieurs points :

« - Haies parc Louise Michel

Les haies qui bordent le nord du parc ont été sauvagement taillées. Des branches des chênes communaux ont été coupées. Nous condamnons ce véritable massacre du patrimoine vert de notre commune. La destruction de ce refuge de la biodiversité est déplorable.

Le responsable sera reçu en mairie pour explications sur son geste.

- Tags au bourg

Des tags sont apparus au bourg début février. Ces comportements sont inacceptables.

Tous les conseillers municipaux ne doivent pas ignorer que dès lors que ces inscriptions sont faites sur des propriétés privées, les services municipaux ne peuvent pas intervenir. Le droit de notre pays ne le permet pas.

Un travail est en cours sur la mise en place d'une convention, qui devra être adoptée en conseil municipal.

Cette convention passée entre les propriétaires victimes de tags et la mairie, pourra permettre à nos agents d'intervenir. Elle précisera les responsabilités de chacun, car suivant les supports, le résultat obtenu n'est pas garanti, ainsi que la répartition des coûts d'intervention.

Ce travail engagé ne concerne pas uniquement les deux tags apparus durant les 2 derniers mois, mais tous ceux qui se trouvent sur le territoire communal. Le traitement doit être identique pour tous les administrés.

Par ailleurs je n'accepte pas que la fonction de notre médiatrice sociale soit attaquée sur les réseaux sociaux, et en particulier par des élus d'opposition. Je cite les propos du groupe "un nouvel avenir pour Mably" en parlant de la médiatrice : "Pff alors elle à part passer..."

C'est déjà beaucoup qu'elle vienne voir les victimes pour les écouter, pour recueillir des informations.

Elle passe, comme vous le dites, comme passerait un policier municipal ou un garde champêtre, ni plus ni moins. Aucun n'effacerait les tags !

Je profite de votre présence pour que vous nous exposiez le sens de votre phrase, relevée sur votre page FB après cet évènement : "tout notre soutien inconditionnel à ce policier, victime du laxisme sécuritaire des magistrats de la commune ».

M. le Maire souhaite donc savoir ce que propose l'opposition face à cette situation. Mme PLOTTON et M. GODOT ajoutent que M. LACOTE fait partie du Conseil Municipal et qu'il se doit à ce titre de participer et d'être force de propositions avec des échanges constructifs. Notamment sur les revendications d'un administré lors d'un précédent Conseil Municipal, M. GODOT estime qu'il aurait été préférable que

l'opposition le renseigne plutôt que de lui proposer de venir en séance publique où de toute façon le public ne peut pas prendre la parole, d'autant plus que la commission Voirie - Patrimoine - Sécurité ERP - Accessibilité - Développement économique, à laquelle il participe, est l'instance pour aborder ce type de sujet.

M. BARRIQUAND fait remarquer qu'il n'y a plus de point de vente de tickets STAR sur la commune, ce qu'il estime regrettable. M. le Maire le rejoint et va donc alerter Roannais Agglomération à ce sujet. Mme MAHMOUDI ajoute que désormais les personnes doivent faire une demande à la STAR au préalable pour tout achat de tickets.

Enfin, pour terminer, Mme SAUNIER souhaite faire un retour suite à l'après-midi du Bel Age du 15 février dernier : « *L'après-midi du Bel Age est un temps de rencontres et d'échanges autour d'un spectacle, d'une pièce ou de chants. Cette animation de qualité est offerte aux personnes de plus de 70 ans et leurs accompagnants. Elle se termine par un moment convivial avec une collation. Un moyen de transport est aussi proposé. Le 15 février, le CCAS et le service culturel proposaient la 3^{ème} édition des après-midis du Bel Age, la 1^{ère} ayant eu lieu en janvier 2022 et la 2^{ème} en juin la même année. C'était une pièce écrite pour le 100^{ème} anniversaire de la naissance de Jean de la Fontaine et interprétée par un solo de clown de Céline BARBARIN. 93 inscrits, 81 présents. Sur les 93 inscrits : 24 personnes de 70 à 75 ans, 43 personnes de 75 à 80 ans, 10 personnes de 80 à 85 ans et 16 personnes de plus de 85 ans. Ce spectacle a bénéficié d'une subvention du fonds d'appui pour les territoires innovants seniors porté par le réseau francophone des villes amies des aînés, auquel adhère le CCAS.* »

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 45.

Publié sur le site internet de la commune, dans la semaine qui suit son approbation à la séance du Conseil Municipal du 24 mars 2023. Dans le même délai, un exemplaire papier sera également mis à la disposition du public.

Le Maire,
Eric PEYRON.



Le Secrétaire de séance,
Michel SAUNIER.



